

Stratégies des organisations de producteurs de café au Costa Rica vis-à-vis des certifications environnementales et sociales

Guy Faure, Jean-François Le Coq, Isabelle Vagneron, Henri Hocdé, Gabriela Soto Muñoz, Myriam Kessari

▶ **To cite this version:**

Guy Faure, Jean-François Le Coq, Isabelle Vagneron, Henri Hocdé, Gabriela Soto Muñoz, et al.. Stratégies des organisations de producteurs de café au Costa Rica vis-à-vis des certifications environnementales et sociales. Cahiers Agricultures, 2012, 21 (2-3), pp.162-168. 10.1684/agr.2012.0545 . hal-03062263

HAL Id: hal-03062263
https://hal.science/hal-03062263

Submitted on 26 May 2021

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.



Distributed under a Creative Commons Attribution - NonCommercial - NoDerivatives 4.0 International License

Stratégies des organisations de producteurs de café au Costa Rica vis-à-vis des certifications environnementales et sociales

Guy Faure[1]
Jean-François Le Coq[2]
Isabelle Vagneron[3]
Henri Hocdé[2]
Gabriela Soto Muñoz[4]
Myriam Kessari[5]

[1] Cirad
UMR Innovation
TA 88/15
73, avenue JF Breton
340398 Montpellier cedex 5
France
<guy.faure@cirad.fr>

[2] Cirad
UPR ART-Dev
TA C-88/15,
73, av. Jean François Breton
34938 Montpellier cedex 5
France
Université nationale du Costa Rica (UNA)
Centre de recherche sur les politiques économiques et le développement durable (CINPE)
Aptado 739-3000
Heredia
Costa Rica
<jean-francois.le_coq@cirad.fr>
<jflecoq@cirad.fr>
<henri.hocde@cirad.fr>

[3] Cirad
UMR Moisa
Montpellier
France
National University of Laos
Faculty of Agriculture
P.O.Box 7322
Vientiane
LAO PDR
<isabelle.vagneron@cirad.fr>

[4] CATIE 7170
Cartago
Turrialba, 30501
Costa Rica
<gabisoto@catie.ac.cr>

[5] Supagro
UMR MOISA
Montpellier SupAgro
2, place Pierre Viala
34060 MONTPELLIER cedex 02
France

Tirés à part : G. Faure

Résumé

Les certifications environnementales et sociales ont connu au cours des dernières années un développement rapide dans le commerce international du café. Alors que de nombreuses études appréhendent les effets de ces certifications sur les producteurs, peu d'analyses s'intéressent directement aux rôles que jouent les organisations de producteurs (OP) dans les dynamiques de certification. Cet article présente les résultats d'une étude ayant permis d'analyser le rôle des OP de caféiculteurs dans les processus de certifications au Costa Rica et de comprendre leurs stratégies en matière d'adoption et de gestion des différentes certifications. Les OP jouent dans ce pays un rôle primordial dans le développement et la gestion des certifications, en assumant le choix des certifications et leur promotion auprès des petits producteurs. Les choix de certification faits par les OP répondent à des orientations stratégiques, principalement d'ordre commercial. Enfin, les choix des certifications et leurs modalités de gestion dépendent en premier lieu de la qualité des cafés collectés par les OP et en second lieu de l'importance des quantités qu'elles commercialisent.

Mots clés : café ; certification ; Costa Rica ; organisation de producteurs ; stratégie commerciale.

Thèmes : économie et développement rural ; productions végétales ; qualité et sécurité des produits ; transformation, commercialisation.

Abstract

Strategies of coffee producers' organizations in Costa Rica toward environmental and social certification processes

Environmental and social standards have experienced dramatic development in the coffee sector over the last decade. Although many studies analyse the effects of certification at producer level, the role of producers' organizations (POs) has been poorly documented. This article presents the results of a study aimed at analyzing the role of POs in the certification process and understanding their choice regarding certifications. We show that POs assume a leading role in certification adoption processes, assuming the choice of certification and its promotion towards small farmers. We also show that the adoption of certification responds to POs' strategic orientation, especially regarding commercial objectives. Finally, the POs' choice regarding certification depends strongly on the quality of the coffee they produce and to a lesser extent on the volume they manage.

Key words: certification; coffee; commercial strategy; Costa Rica; producer organization.

Subjects: economy and rural development; processing, marketing; product quality and security; vegetal productions.

Pour citer cet article : Faure G, Le Coq JF, Vagneron I, Hocdé H, Muñoz GS, Kessari M, 2012. Stratégies des organisations de producteurs de café au Costa Rica vis-à-vis des certifications environnementales et sociales. *Cah Agric* 21 : 162-8. doi : 10.1684/agr.2012.0545

doi: 10.1684/agr.2012.0545

Au Costa Rica, le café est une des principales sources de revenus pour environ 50 000 agriculteurs qui cultivent 100 000 hectares de caféiers. Plus de la moitié de ces exploitations comptent moins de 5 hectares plantés (Icafe, 2008). Afin de commercialiser leur café, dès les années 1940, des petits producteurs ont créé des organisations de producteurs (OP). Celles-ci peuvent avoir des statuts juridiques différents (coopérative ou association). Au cours des différentes crises qui ont secoué le secteur du café, nombre de ces OP ont progressivement disparu ou fusionné. En 2008, 19 coopératives et 8 associations de producteurs regroupaient quelque 30 000 producteurs cultivant environ 45 000 hectares de caféiers, soit 40 % de la production nationale et 20 % des exportations de café du pays (Havermans, 2010). Ces OP sont diverses, tant en termes de taille (d'une dizaine à plusieurs milliers de membres) déterminant les volumes de vente de café, que de zones de production différenciées selon l'altitude qui influe grandement sur la qualité du café (définie par la dureté du grain et ses caractéristiques organoleptiques). Elles diffèrent enfin en termes d'investissements matériels et humains influant sur les coûts de production et la qualité. Seules quelques OP ont les capacités d'exporter directement le café, la majorité d'entre elles passent par l'intermédiaire de quatre consortiums qu'elles ont créés spécialement à cet effet.

Dans le secteur du café, les grands groupes d'acheteurs se sont appuyés sur les demandes des consommateurs pour développer des stratégies qui intègrent des certifications prenant en compte des critères environnementaux et sociaux. Ces certifications poursuivent divers objectifs dont ceux de promouvoir une agriculture durable et soutenir les revenus des petits producteurs mais aussi de mieux positionner les produits sur les marchés (Soto et Le Coq, 2011). Elles sont portées par le secteur public (Agriculture Biologique), par le secteur associatif (Commerce Equitable, Rainforest Alliance), ou par le secteur privé (C.A. F.E. Practices[1] de la firme Starbucks, UTZ CERTIFIED soutenu par des torréfacteurs et supermarchés européens). Elles permettent aux agriculteurs, *via* leurs OP, d'accéder à des marchés spécifiques et éventuellement à des prix plus élevés que celui du café conventionnel.

Alors qu'une littérature importante analyse le rôle des certifications dans les évolutions des relations entre acteurs au sein d'une chaîne de valeur (Gereffi, 1999 ; Ponte, 2004 ; Ruben *et al.*, 2006) ou les impacts de ces certifications sur les producteurs (Kilian *et al.*, 2004 ; Bolwig *et al.*, 2009), peu de travaux se penchent sur le rôle que jouent les OP dans le processus de certification, à l'exception toutefois de ceux portant sur le commerce équitable (Valkila *et* Nygren, 2010 ; Maldidier, 2010 ; Kessari, 2011). Le cas du Costa Rica est pertinent à analyser, bien que spécifique pour l'Amérique latine, dans la mesure où l'offre de café est très différenciée avec la coexistence de multiples certifications et de cafés spéciaux (Syck, 2008). Les stratégies adoptées par les OP en termes de certifications doivent ainsi tenir compte d'une concurrence croissante entre elles sur des marchés de plus en plus différenciés. L'objectif de cet article est d'analyser le rôle et les stratégies des OP de café vis-à-vis du développement des certifications au Costa Rica.

Cet article repose à la fois sur un travail de compilation de données quantitatives recueillies auprès de l'ensemble des OP de café au Costa Rica (superficie totale cultivée en caféiers ; nombre de membres, superficie et volume de café concernés par les différentes certifications) et sur une enquête qualitative réalisée auprès de responsables de 10 OP portant sur le processus de mise en place des certifications et leur stratégie en termes de choix de certification et de commercialisation. Des entretiens complémentaires ont également été menés auprès des responsables des différents consortiums, des techniciens d'agences de certification basées au Costa Rica, et des membres de certaines OP.

Après avoir dans une première partie décrit les rôles et les stratégies développées par les OP en matière de certification, nous identifions dans une seconde partie les mécanismes de gestion des certifications et les déterminants des choix effectués par les OP.

Rôle des organisations de producteurs dans les processus de certifications

La certification, un choix stratégique

Les OP sont des organisations qui présentent des spécificités par rapport aux firmes privées (Sykuta et Cook, 2001). Elles sont le fruit d'une action collective des membres afin d'atteindre des objectifs partagés, qui peuvent être de nature économique, sociale ou environnementale. L'objectif principal des OP de café étudiées est d'obtenir un meilleur prix pour le café vendu et de sécuriser les revenus de leurs membres. Cet objectif se décline en de multiples sous objectifs: identifier et pénétrer de nouveaux marchés rémunérateurs en adaptant leur offre à la demande de ces marchés, sécuriser leurs débouchés en fidélisant certains de leurs clients, sécuriser leurs approvisionnements en fidélisant leurs membres par des mécanismes adaptés de paiement et des services de qualité, réduire leurs coûts de production par une meilleure organisation et par des investissements adaptés, etc. Le choix des certifications et la manière de les mettre en place s'inscrivent comme des décisions stratégiques d'une OP pour atteindre ces sous objectifs. Ces choix s'effectuent dans le cadre de mécanismes de décision complexes entre les représentants des producteurs, les salariés et les membres de l'OP. Plus l'OP est importante en termes de nombre de membres et/ou plus elle développe de nombreuses activités ou dispose d'infrastructures nécessitant le recrutement de salariés, moins les membres ont accès à l'information concernant la vie de l'OP et moins ils ont la possibilité de participer directement aux décisions. L'OP est alors largement pilotée par les représentants élus des producteurs (conseil d'administration) et les salariés.

[1] C.A.F.E. Practices : Coffee and Farm Equity Practices.

Le rôle moteur des OP dans le processus de certification

Les OP du Costa Rica occupent un rôle central dans le processus de certification. En effet, ce sont leurs conseils d'administration qui décident de s'y engager. La décision est ainsi prise par un nombre limité de producteurs élus qui sont souvent mieux informés des évolutions des marchés et des processus de commercialisation. Le gérant salarié de l'OP joue aussi un rôle décisif en fournissant des informations et défendant son point de vue toujours écouté. Les membres sont peu associés à la décision mais sont informés à travers les assemblées générales et autres mécanismes d'information (journal interne, formations en salle, journées au champ). À travers ces voies, les membres font valoir leurs intérêts et font remonter leurs inquiétudes concernant les certifications. Les OP peuvent gérer directement le processus de certification si elles en ont les capacités humaines et financières et/ou la capacité de négocier des appuis techniques ou financiers avec des institutions publiques, des ONG, voire des entreprises privées. Celles qui n'ont pas ces capacités s'appuient sur les consortiums pour accéder aux certifications. C'est ainsi que le consortium Coocafé, qui regroupe 9 coopératives, assure l'accès à la certification « Commerce Equitable » pour l'ensemble de ses membres. Alianza, qui regroupe 6 associations, assure l'accès à la certification « Commerce Equitable » pour l'ensemble de ses membres et à la certification « Agriculture Biologique » pour certains d'entre eux. Le consortium Suscof, qui regroupe 5 coopératives, assure l'accès à la certification « UTZ CERTIFIED ». Seul le consortium Cafecoop ne facilite l'accès à aucune certification mais se concentre sur la vente de café issu d'OP produisant un café de qualité.

La gestion du processus de certification par une OP ou par un consortium lui confère la propriété de la certification, et donc le droit exclusif de vendre du café certifié. Elle entraîne également un certain nombre de responsabilités. Ainsi, les OP certifiées prennent en charge les coûts de l'acte de certification et appuient leurs membres à travers la fourniture de services (organisation de formations, tenue des registres, vente d'intrants spécifiques, accès au crédit pour la mise en conformité de l'exploitation, mise à disposition d'équipements spécifiques nécessaires à la mise aux normes, etc.). Les consortiums certifiés organisent des formations et peuvent mettre en place des facilités de financement pour les OP. Les OP et consortiums mettent également en place un système de contrôle interne exigé dans le cadre de certaines certifications (par exemple pour l'Agriculture Biologique).

Le choix des certifications et la multicertification

Les OP occupent une place importante dans le développement de la certification, comme en témoigne la part de surfaces certifiées au sein des OP en comparaison de celle pour l'ensemble du pays (*tableau 1*). Si tous les types de certification ont été adoptés par les OP, certaines certifications sont plus développées que d'autres. Ainsi, le Commerce Equitable est de loin la certification la plus développée chez les OP, catégorie d'acteurs qui correspond au public cible de ce standard. Elle est relativement peu contraignante sur le plan technique et elle est attractive sur le plan économique en période de prix bas car elle permet de bénéficier d'un prix minimum garanti et d'une prime de développement. La certification C.A.F.E. Practices, quoique la plus récente, est très présente chez les OP. Cela s'explique par le fait que cette certification met l'accent sur un processus d'amélioration des pratiques permettant une adaptation progressive des systèmes de production, ce qui en rend l'accès relativement aisé. Différents niveaux sont ainsi fixés, qui peuvent être atteints en plusieurs années et donnent lieu à différents statuts (producteurs vérifiés, préférentiels et stratégiques) assortis de différents avantages jugés importants par les OP, notamment en termes de prix ou d'engagement sur la durée de la relation client/acheteur. La certification UTZ CERTIFIED a du mal à percer car elle est à la fois contraignante en termes de documents administratifs à fournir et n'apporte que peu d'avantages économiques. Le label Agriculture Biologique reste confidentiel car difficile à mettre en place au Costa Rica où la caféiculture est intensive en intrants. Ainsi, le respect du cahier des charges de l'Agriculture Biologique conduit à des réductions importantes de rendement que le surprix ne permet pas de compenser. Il est important de souligner que, quelle que soit la certification, l'OP n'est pas assurée de pouvoir vendre tout son café en valorisant la certification.

Toutes les OP costariciennes possèdent au moins une certification et la majorité d'entre elles ont opté pour la multicertification (*figure 1*). De fait, alors

Tableau 1. Principales certifications du café au Costa Rica en 2009.

Table 1. Main coffee certifications in Costa Rica, 2009.

Certification	Année de la première certification dans le pays	% superficie caféière certifiée	
		Total (%)	Au sein des OP (%)
Agriculture Biologique	1972	< 1	< 2
Commerce Equitable	1987	28	89
Rainforest Alliance	1994	7	13
UTZ CERTIFIED	1999	2	6
C.A.F.E. Practices	2001	17	31

OP : organisations de producteurs.
Source : Source: Quispe (2007) et les auteurs.

que l'accès à une première certification est toujours vécu comme un défi, l'accès aux certifications suivantes est perçu comme moins difficile. En effet, de nombreux critères sont communs entre les certifications et les innovations les plus difficiles, comme la traçabilité ou le contrôle interne, sont généralement mises en œuvre lors de la première certification. Au Nicaragua, on observe une situation où la certification Commerce Equitable est une porte d'entrée sur des marchés différenciés et facilite l'accès au crédit. Pour continuer à améliorer leur compétitivité, les OP réalisent des investissements (rénovation des caféiers, transformation du café, gestion de la qualité, etc.) et adoptent alors des certifications délivrées par des acteurs privés qui valorisent mieux la qualité (Ruben et Zuniga, 2011).

Le choix d'une certification totale ou partielle des membres

Les OP peuvent décider de certifier l'ensemble ou seulement une partie de leurs membres (*tableau 2*). Lorsqu'elles optent pour une certification d'une partie de leurs membres, les OP choisissent ceux qui sont réputés fidèles vis-à-vis de l'OP et qui peuvent le plus facilement se conformer aux exigences liées à la certification (cas de UTZ CERTIFIED, C.A.F.E. Practices, et cas de l'Agriculture Biologique dans les plus grandes OP). Ce sont souvent des producteurs membres du conseil d'administration ou proches de ceux-ci. Elles optent pour une certification collective (totalité de leurs membres), si cette modalité est imposée par la certification (cas du Commerce Equitable), ou si elles estiment que les critères ne sont pas trop contraignants (cas de Rainforest Alliance), et/ou si elles sont dans l'incapacité de mettre en place un système de traçabilité pour isoler la fraction du café certifié (cas de l'Agriculture Biologique pour les petites OP). Une certification collective accroît de manière substantielle le pourcentage de café certifié produit, mais ne garantit en aucun cas sa vente comme produit certifié. Par exemple, lors de la campagne 2007-2008, sur 16 OP certifiées « Commerce Equitable » interrogées, 5 OP n'ont pas vendu de café sous cette certification, 8 OP ont vendu moins de 50 % de leur production sous cette certification et 3 OP en ont vendu plus de 50 %.

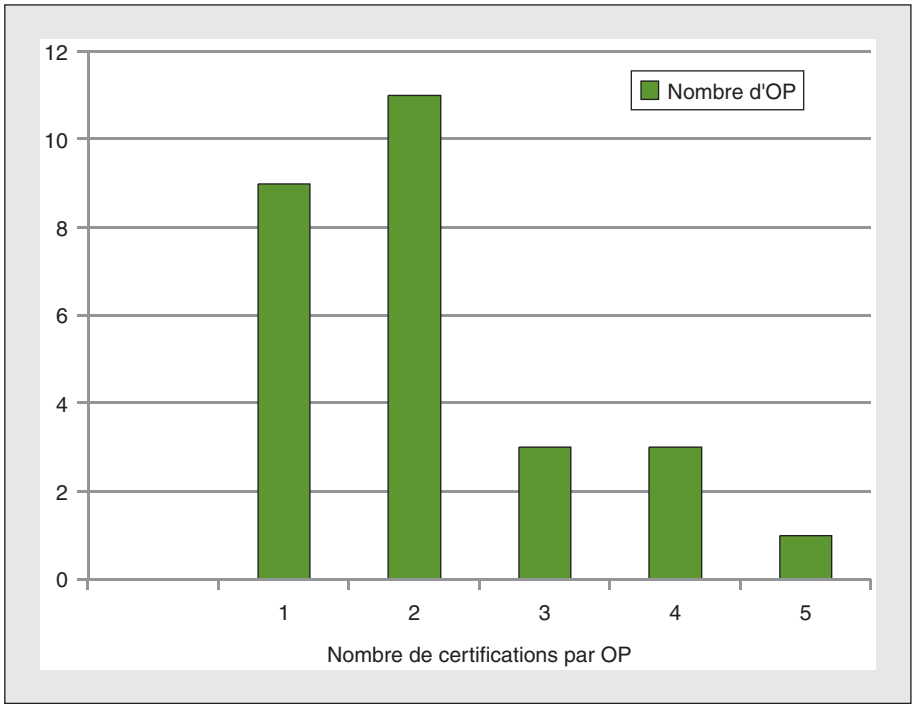


Figure 1. Répartition des organisations de producteurs (OP) en fonction du nombre de certifications, Costa Rica, 2009.

Figure 1. Distribution of producers' organizations according to their number of certifications, Costa Rica, 2009.

Source : les auteurs.

La gestion des certifications par les OP

Le choix des modes de rémunération aux producteurs

Les éventuels bénéfices résultant d'une vente de produits certifiés sont répartis entre les structures collectives impliquées (consortium et/ou OP) qui cherchent à couvrir les frais qu'elles ont engagés, et les membres qui souhaitent tirer parti des efforts effectués. La répartition entre ces acteurs dépend : i) de l'existence éventuelle d'une prime liée à la certification versée par l'acheteur et clairement identifiée par rapport au prix de vente du café ; ii) des règles de gestion de cette éventuelle prime par l'OP ; et iii) des règles internes et générales de paiement des récoltes par l'OP. De manière générale, les règles internes de paiement des récoltes par l'OP à ses membres varient selon : i) les valeurs de l'OP avec un arbitrage entre une volonté de solidarité entre membres en procédant à un paiement uniforme quelle que soit la qualité livrée (principe d'égalitarisme) et une volonté de reconnaissance des efforts réalisés par certains membres en procédant à un paiement différencié en fonction de la qualité livrée (principe d'équité) ; et ii) la capacité de l'OP à assurer la traçabilité des récoltes de la production à la commercialisation en fonction des qualités livrées par chacun des membres permettant de relier chaque lot de café vendu au membre qui l'a produit.

La gestion des primes liées à la certification s'inscrit pleinement dans ce cadre. Dans les situations où la certification s'applique à une partie des membres (*cf. tableau 2*) et qu'il existe une prime additionnelle au prix de vente du café, versée par l'acheteur (cas observés pour certains contrats

Tableau 2. Modalités de mise en œuvre des certifications au sein des organisations de producteurs (OP) de café du Costa Rica, 2009.

Table 2. Modalities of implementation of the certification within the coffee producers' organizations in Costa Rica, 2009.

Certification	Individuelle		Collective	
	Nombre OP	Surface (hectares)	Nombre OP	Surface (hectares)
Agriculture Biologique	3	104	6	763
Commerce Equitable	0	0	22	39 600
Rainforest Alliance	4	1 032	1	4 700
UTZ CERTIFIED	6	2 460	0	0
C.A.F.E Practices	9	5 957	3	8 000

Source : enquête réalisée par les auteurs.

concernant principalement les certifications C.A.F.E. Practices et Rainforest Alliance) et enfin que l'OP souhaite et peut reconnaître les efforts individuels (moins de la moitié des OP concernées par une certification de certains de ses membres), la part de la prime versée aux membres certifiés est généralement modeste. En effet, l'OP récupère une part de ses frais engagés et assure une péréquation entre le volume de café certifié produit et le volume de café certifié vendu. Dans le cadre de notre étude nous n'avons cependant pas pu analyser tous les contrats de vente de café certifié, ce qui ne nous permet pas de préciser les montants des primes octroyées aux membres par l'OP. L'Agriculture Biologique représente une exception car le paiement d'un prix différencié aux membres certifiés est de rigueur étant donné l'impact des pratiques agricoles sur les rendements.

Les mécanismes de rémunération mis en place par les OP ont deux principales conséquences. Premièrement, il apparaît que les producteurs ne sont que modérément incités à investir dans leur exploitation pour accéder à une certification. La certification reste donc bien d'abord l'affaire des instances dirigeantes des OP. Deuxièmement, les analyses au niveau des exploitations en termes de coûts et bénéfices des certifications sont difficiles à conduire car la répartition de ces éléments entre les acteurs impliqués dans le processus est complexe.

Qualité et quantités : deux variables clés pour le choix d'une certification par les OP

L'analyse des caractéristiques des OP étudiées permet d'identifier deux variables clés orientant les stratégies des OP et leurs choix en termes de certification: i) la qualité du café commercialisé, largement fonction de l'altitude de la zone de production dans laquelle est implantée l'OP et des investissements réalisés pour transformer le café et assurer la traçabilité des lots de café ; ii) les quantités produites, corrélées au nombre de membres (*tableau 3*).

La qualité du café est l'élément déterminant pour obtenir un prix élevé sur le marché. Les cafés du pays jouissant tous d'une bonne réputation, ils bénéficient d'un différentiel positif par rapport au prix fixé à la bourse de New York qui a varié, entre 2005 et 2008, en moyenne de 2 dollars/sac (l'unité commerciale est le sac de 69 kg) pour les qualités les plus basses à près de 20 dollars/sac pour les plus hautes (Havermas, 2010). Selon nos enquêtes, pour la période 2007-2008, certains lots de haute qualité peuvent obtenir un différentiel encore plus élevé (jusqu'à 50 dollars par sac).

Les OP interrogées ont majoritairement déclaré vouloir accéder à une certification d'abord pour obtenir un meilleur prix d'achat ou promouvoir leur café sur les marchés. La promotion du développement durable n'est souvent citée que de manière secondaire. Par exemple, sur 16 OP bénéficiant d'une certification Commerce Equitable interrogées sur cette question, 13 ont déclaré avoir fait ce choix d'abord pour des questions de prix ou de marketing. Cependant, quelles que soient les certifications, nos enquêtes montrent que la prime liée à la certification est nulle dans bien des situations (elle se confond avec le différentiel lié à la qualité évoqué ci-dessus), ou modeste quand l'acheteur accepte d'individualiser la prime en la séparant explicitement de ce différentiel. Dans ce dernier cas, selon nos enquêtes, elle peut varier de 2 à 10 dollars/sac pour les certifications UTZ CERTIFIED, Rainforest Alliance et C.A.F.E. Practices en fonction de la négociation entre l'OP et l'acheteur. Seule la certification du Commerce Equitable établit un prix minimum, qui entre en vigueur quand le prix du marché international s'effondre, et une prime systématique qui est versée à l'OP (Valkila et Nygren, 2010). La certification Agriculture Biologique permet d'obtenir des primes souvent élevées, pouvant atteindre 50 dollars/sac pour les meilleurs cafés de cette catégorie.

Ainsi, le différentiel lié à la qualité du café est bien plus important que les éventuelles primes liées à l'obtention d'une certification. De plus, et à l'exception du Commerce Equitable,

Tableau 3. Stratégies commerciales et choix des certifications des organisations de producteurs de café au Costa Rica.

Table 3. Commercial strategies and certification choices of coffee producers' organizations in Costa Rica.

Production de café	Quantité modérée	Quantité importante
Qualité standard	Recherche de marchés pour des cafés ayant des caractéristiques reconnues comme spécifiques (petits producteurs). Intérêt pour appartenir à un seul consortium. Intérêt pour Agriculture Biologique et Commerce Equitable.	Recherche d'une diversification des clients. Intérêt pour appartenir à un ou des consortiums. Intérêt marqué pour Commerce Equitable et parfois pour UTZ CERTIFIED.
Qualité élevée (cafés de spécialité, marché de haut de gamme)	Recherche d'une stabilité avec des clients fidèles. Peu d'intérêt pour les certifications (sauf demande des clients).	Recherche d'une diversification des clients et d'une stabilité avec certains clients. Intérêt pour appartenir à un seul consortium orienté vers la qualité. Intérêt pour C.A.F.E. Practices, Commerce Equitable et parfois Rainforest Alliance.

Source : enquête réalisée par les auteurs.

ces primes sont jugées par les OP insuffisantes pour couvrir les frais induits par la certification, incluant le coût de la certification et les investissements nécessaires pour assurer la mise en conformité des exploitations et de l'usine de traitement.

De ce fait, les OP qui produisent du café de qualité ne se font pas certifier pour obtenir une meilleure valeur ajoutée, mais plutôt pour satisfaire la demande d'un client qui veut une garantie sur les conditions de production (cas des OP certifiées Rainforest ou UTZ CERTIFIED) ou pour maintenir des relations commerciales dans la durée avec un acheteur attaché à une certification particulière (cas des OP certifiées C.A.F.E. Practices par la firme Starbucks). Pour l'ensemble de cette catégorie d'OP la certification Agriculture Biologique présente peu d'intérêt car la conjonction de rendements élevés permis par l'usage des intrants et de prix élevés liés à la qualité du café est plus attractive que les revenus liés à l'Agriculture Biologique. Les OP qui produisent du café de haute qualité et en faible quantité parviennent à écouler leur production sur des marchés de niche à des prix rémunérateurs. Elles sont parmi les OP les moins intéressées par les certifications car pour elles la réputation de leur café leur garantit des débouchés et la certification est ressentie comme une contrainte supplémentaire.

Certaines OP qui produisent un café de qualité standard peuvent par contre chercher activement à obtenir une certification qui leur permettra de différencier leur produit et d'accéder à des marchés spécifiques. C'est souvent le cas d'OP localisées dans les zones de basse altitude qui ne bénéficient pas des meilleures conditions écologiques pour produire du café ou d'OP qui ne disposent pas des moyens nécessaires pour se développer. Elles souhaitent alors mieux valoriser leur café avec la certification, notamment celle du Commerce Equitable et/ou de l'Agriculture Biologique. Ce type d'OP correspond au public cible initial des acteurs du Commerce Equitable, qui interviennent via les consortiums Coocafé et Alianza, avant que ces premiers affichent une volonté de travailler avec une population plus large d'OP. Les OP qui se sont lancées dans l'Agriculture Biologique sont de petite taille et rassemblent généralement des producteurs qui n'utilisaient pas ou peu d'intrants chimiques. Le processus de certification est ainsi facilité et mené sur une base collective.

Conclusion

Notre étude met en évidence le rôle fondamental joué par les OP dans le développement des certifications au Costa Rica. Ce rôle s'explique par la capacité des OP à prendre en charge le processus de certification, la plus grosse part des coûts qui lui sont liés, et à aider leurs membres à adapter leur exploitation aux exigences des cahiers des charges. Ce sont les instances dirigeantes des OP qui décident du choix de la certification, des producteurs à certifier, du mode de répartition des éventuels bénéfices de la certification.

Comme les certifications sont perçues comme des sollicitations extérieures, les OP apparaissent comme plus réactives que proactives, avec une progressive appropriation des processus de certification. L'élément déterminant des stratégies des OP reste leur capacité à produire ou non un café de qualité. Cette capacité, qui n'est pas donnée une fois pour toutes, détermine la stratégie de l'OP et le choix des certifications. Les certifications sont choisies, pour une qualité donnée, essentiellement pour des raisons commerciales, soit à la demande d'un client, soit pour occuper des marchés spécifiques. Des motivations environnementales ou sociales peuvent exister mais sont secondaires. Cependant, la certification est susceptible de générer un processus d'innovation au sein des organisations. C'est ainsi que la certification est perçue par de nombreuses OP comme un investissement, mais aussi comme un processus d'apprentissage qui permet d'améliorer les processus de gestion des activités de l'OP par les représentants des producteurs et les salariés en assurant une plus grande transparence à travers une diffusion plus large de l'information au sein de l'OP, une traçabilité des opérations et, dans le cas

du Commerce Equitable, la mise en place d'une comptabilité.
Cette étude ouvre plusieurs pistes de recherche : i) pour mieux comprendre les différences de stratégies entre les OP vis-à-vis des certifications, notamment en fonction des valeurs et du fonctionnement plus ou moins démocratique de chaque OP ; et ii) pour évaluer l'impact des certifications sur les évolutions des représentations et des stratégies des OP pour une réelle prise en compte des enjeux de durabilité économique et écologique de la caféiculture. ■

Remerciements

Les auteurs remercient le projet CAFNET, financé par l'Union européenne, cadre dans lequel s'est inscrite cette recherche.

Références

Bolwig S, Ponte S, Du Toit A, Riisgaard L, Halberg N, 2009. Integrating Poverty and Environmental Concerns into Value-Chain Analysis: A Conceptual Framework. *Development Policy Review* 28 : 173-94.

Gereffi G, 1999. International trade and industrial upgrading in the apparel commodity chain. *Journal of International Economics* 48 : 37-70.

Havermans M, 2010. *The causal links between an agro-food chain's complexity, competition, and the role of lead firms. Two case studies: Costa Rican coffee and Guatemalan snow peas in the Dutch consumer-market*. Thesis, Tilburg University, the Netherlands. http://arno.uvt.nl/show.cgi?fid=107310

Icafe, 2008. *Informe sobre la actividad cafetalera de Costa Rica*. San José: Instituto del Cafe de Costa Rica. http://www.icafe.go.cr/sector_cafetalero/estadsticas/CNC%202008.pdf

Kessari ME, 2011. *Stabilité ou rupture des conventions dans le commerce équitable, une analyse par les organisations de producteurs. Le cas des coopératives de café du Costa Rica certifiées par le système FLO*. Thèse de doctorat, Montpellier SupAgro.

Kilian B, Pratt L, Jones C, Villalobos A, 2004. Can the private sector be competitive and contribute to development through sustainable agricultural business? A case study of coffee in Latin America. *International Food and Agribusiness Management Review* 3 : s.p.

Maldidier C, 2010. Les relations entre « Artisans du Monde » et les producteurs des pays du Sud : une éthique relationnelle est-elle envisageable ? *Cahiers Agricultures* 19 : 5-10. doi: 10.1684/agr.2009.0368.

Quispe JL, 2007. *Caracterización del impacto ambiental y productivo de las diferentes normas de certificación de café en Costa Rica*, Tesis. Turrialba : CATIE.

Ponte E, 2004. *Standards and sustainability in the coffee sector: a global value chain approach*. Winnipeg (Manitota) : IISD, IDRC.

Ruben R, Slingerland M, Nijhoff H, eds, 2006. *Agro-food chains and networks for development*. Amsterdam: Springer.

Ruben R, Zuniga G, 2011. How standards compete: comparative impact of coffee certification schemes in Northern Nicaragua. *Supply Chain Management* 16 : 98-109.

Soto G, Le Coq JF, 2011. Certification process in the coffee value chain. Achievements and limits to foster provision of environmental services. In : Rapidel B, Le Coq JF, Beer J, eds. *Ecosystem services from agriculture and agroforestry: measurement and payment*. Londres : Earthscan Publications.

Sick D, 2008. Coffee, farming families, and fair trade in Costa Rica: new markets, same old problems? *Latin American Research Review* 43 : 193-208.

Sykuta ME, Cook ML, 2001. A new institutional economics approach to contracts and cooperatives. *American Journal of Agricultural Economics* 83 : 1273-9.

Valkila J, Nygren A, 2010. Impacts of Fair Trade certification on coffee farmers, cooperatives, and laborers in Nicaragua. *Agriculture and Human Values* 27 : 321-33.